

Discours sur l'état de l'Union de la présidente Ursula von der Leyen du 16 septembre 2020

Selon une tradition créée en 2010 par l'un de ses prédécesseurs, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, vient de prononcer son premier discours sur l'état de l'Union devant le Parlement européen le 16 septembre dernier. Le titre de ce discours solennel est significatif et illustre bien l'état d'esprit de la présidente : « *Construire le monde dans lequel nous voulons vivre : une Union pleine de vitalité dans un monde d'une grande fragilité* ».

Ce discours intervient à un moment particulier, celui de la pandémie de la Covid 19 qui continue à se répandre en Europe et dans le monde et à atteindre de très nombreux Européens. Il commence par saluer et remercier tous ceux placés en première ligne qui ont fait face à cette crise sanitaire notamment en soignant et sauvant des vies, mais bien plus. Il relève que cette crise a permis de transformer la peur et les divisions entre les Etats membres en confiance dans l'Union et « *de partager notre souveraineté pour le bien de tous* ».

Il s'agit maintenant de sortir de la crise ensemble et de tenir les promesses de l'Europe grâce à l'instrument de relance NextGenerationEU. Au fond, cette crise sanitaire semble avoir été une forme d'accélérateur pour le processus d'intégration de l'Union européenne. Il s'agit pour la présidente de la Commission « *d'affronter cette pandémie avec la plus grande prudence, la plus grande responsabilité et la plus grande unité* ». Elle propose de construire une *Union européenne de la santé* en tirant les enseignements de cette crise sanitaire, par exemple par la création d'une agence de recherche et de développement biomédicaux avancées au niveau européen et l'extension des compétences de l'Union dans ce domaine. L'Union européenne doit s'investir pour un vaccin accessible, abordable et sûr, car « *le nationalisme vaccinal met les vies en danger alors que la coopération en matière de vaccins les sauve.* »

Il est indispensable aussi de « *propulser l'Europe vers l'avenir et construire le monde dans lequel nous voulons vivre* ». Ce discours confirme donc le pacte vert pour l'Europe qui devrait devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050 avec une réduction d'au moins 55% des émissions de gaz à effet de serre pour 2030. Il s'agit de se fixer un nouveau défi. « *Cet objectif pour 2030 est ambitieux, réalisable et bénéfique pour l'Europe.* » 37% des sommes du plan de relance, dont 30% d'obligations vertes, seraient consacrés au pacte vert pour l'Europe. La présidente souhaite aussi la création de « *nouvelles vallées européennes de l'hydrogène, une vague de rénovation urbaine en Europe et le développement de l'économie circulaire* ».

La nouvelle décennie doit être numérique et définie par l'Europe pour développer ces propres normes avec : un « cloud » européen ; une intelligence artificielle construite par les Européens ; une identité électronique européenne sécurisée ; des infrastructures numériques suffisantes pour tous les territoires européens ; une technologie « made in Europe » pour des superordinateurs ; une fiscalité numérique.

Ce discours aborde aussi les sujets internationaux, comme les évolutions inquiétantes qui remettent en cause le multilatéralisme. La présidente de la Commission souhaite que l'Union défende cette conception des relations internationales et participe aux réformes indispensables de l'OMC et de l'OMS. L'Union européenne ne doit plus être naïve face à la Chine « *partenaire de négociation, mais concurrent économique et rival systémique* ». Par ailleurs, elle doit rappeler ses valeurs fondamentales de manière claire et précise aussi bien pour Hong Kong, les Ouïghours, les Biélorusses ou l'empoisonnement d'Alexel Navalny.

Il semble aussi indispensable de prendre un nouveau départ avec de vieux amis de part et d'autre de l'Atlantique ou de la Manche. De nouveaux partenariats sont envisageables, voir plus, par exemple : « *les Balkans occidentaux font partie de l'Europe, ils ne sont pas seulement une escale sur la route de la soie* ».

L'Europe doit faire naître une nouvelle vitalité sur le plan interne, elle ne doit pas se contenter de rappeler des exigences aux autres parties du monde. L'une des grandes questions demeure la question

des migrations. La Commission va proposer un nouveau pacte sur la migration. Cela reste un défi européen auquel l'ensemble de l'Europe doit prendre sa part.

Le respect de l'état de droit et des droits fondamentaux est aussi une préoccupation de la présidente de la Commission. Elle rappelle que les atteintes à l'état de droit ne peuvent être tolérées. La Commission veillera à protéger les fonds disponibles au titre du budget européen et de l'instrument NextGeneration EU contre toutes les formes de fraude, la corruption et les conflits d'intérêt. Est aussi évoquée plus précisément la vente de « passeports dorés ». *Les valeurs européennes ne sont pas à vendre*. Lutter contre le racisme, la haine et les atteintes aux droits fondamentaux est essentiel

Ce discours sur l'état de l'Union est très précis, très détaillé. Il n'a pas forcément d'envolée lyrique. Mais il est parfaitement à l'image du volontarisme de la Commission et de sa présidente. Il intervient après l'accord historique sur le plan de relance qui montre que les 27 peuvent surmonter leurs divergences pour agir efficacement lorsque cela est nécessaire.

Ce discours est conclu de manière très claire : *« L'avenir sera ce que nous ferons. Et l'Europe sera ce que nous voulons qu'elle soit. Cessons de la rabaisser. Et travaillons pour la construire »*.

Henri Oberdorff,

Professeur émérite de l'Université de Grenoble-Alpes

Président de l'UPEG

le 23 septembre 2020